



Professionnels des Lycées pro, de France Travail et des Missions Locales : Refusons de sacrifier notre jeunesse !

Avenir Pro c'est quoi ?

Avenir Pro est un dispositif qui concerne les jeunes en dernière année de CAP ou Bac Pro qui déclarent une intention d'arrêter leur scolarité à l'issue de l'année pour rentrer dans la vie active. Ils et elles peuvent bénéficier d'un accompagnement à la recherche d'emploi par des conseill·eres de France Travail ou des Missions Locales.

Après avoir été expérimenté à partir de 2020, le dispositif est généralisé à l'ensemble des lycées professionnels à compter de la rentrée 2025. C'est un fait, les jeunes comme les professionnels qui l'ont testé ont plutôt apprécié cet accompagnement.

Alors où est le problème ?

Avenir Pro s'inscrit tout autant dans le cadre de la réforme des lycées professionnels que de la mise en œuvre de la loi « Plein Emploi ».

Pour rappel, la voie professionnelle sous statut scolaire concerne 37% des élèves. A 16 ans, 50% des élèves en situation de handicap sont scolarisé·es en lycée professionnel. Elle concentre fortement des populations d'origine sociale défavorisée (57 % des élèves contre 12% en Lycée Général ou Technologique et 47% des élèves allophones scolarisé·es). Par conséquent, cette réforme concerne surtout les jeunes issu·es des milieux populaires et très minoritairement de familles issues de CSP+. Chacun sait pertinemment qu'ils et elles n'ont, de fait, que peu ou pas accès à l'ensemble des orientations possibles. Pas plus qu'ils n'ont d'exemples de parcours professionnels en dehors de leur environnement.

Alors que l'Education joue un rôle essentiel dans l'émancipation de la jeunesse, ce dispositif affiche ainsi un choix délibéré de reproduction de classe où l'avenir professionnel des jeunes est, plus que jamais, conditionné par leur milieu d'origine.

En lieu et place de « former l'Homme, le Citoyen, le Travailleur » le gouvernement n'a pour seule boussole que l'employabilité immédiate.

Avec la loi « Plein Emploi », France Travail comme les Missions Locales voient leurs missions de plus en plus dévoyées pour se centrer sur un objectif quasi unique : contraindre les privé·es d'emploi et les jeunes en insertion à accepter n'importe quel travail et particulièrement dans les secteurs « en tension ». Jamais ne sont évoquées la précarité des contrats de travail, la nécessité d'élever le niveau des qualifications, l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail et de sécurité dans ces secteurs-là (hôtellerie, restauration, bâtiment, transport...). Afin d'être sûr qu'ils s'orientent bien vers ces métiers, les solutions de formation vers d'autres secteurs sont réduites à néant (réforme de la formation professionnelle, suppression de financements...).

Demain, toutes et tous au Service Militaire Volontaire ?

Il est certain que nous allons être sollicités pour faire la promotion auprès des jeunes du Service Militaire Volontaire. A l'instar du dispositif **Avenir Pro**, ce ne sont pas n'importe quels jeunes qui sont visés. Ceux qui nous exhortent à être prêt à laisser mourir nos enfants ne parlent évidemment pas de leurs enfants diplômés et sans difficulté particulière d'insertion. Les jeunes visés ? pour l'essentiel ceux issus des classes sociales les moins favorisées. Ce sont eux qui devront grossir les rangs de nos armées.

Pour la CGT tous ces éléments sont très inquiétants et nous devons tou·tes nous sentir concerné·es. En tant que professionnels intervenant auprès des publics jeunes, notre mission de service public n'est sûrement pas de promouvoir le service militaire.

**Non, la guerre n'est pas un projet professionnel,
Refusons collectivement de sacrifier la jeunesse.
Ni chair à patron, ni chair à canon !**